

JEUNE RECHERCHE

Les contributions de cette rubrique proposent un aperçu des recherches menées par les doctorants en accueil à l'IRMC.

La fabrique d'une ville : Gaafour (gouvernorat de Siliana, Tunisie)

Ons Dendani

Ons Dendani est doctorant en sociologie à l'Université Paris Nanterre. Ses travaux de thèse portent sur « L'expérience quotidienne de la ville subalterne face au projet urbain hégémonique en Tunisie », et traitent du cas spécifique du « projet de réhabilitation du quartier Hay Ennassim à Gaafour ». Il est affilié à l'Institut des Sciences Sociales du Politique, et en accueil à l'IRMC depuis 2024.

La fabrique de la ville est un processus hautement politique. C'est tout autant le cas lorsqu'elle est produite par les institutions, dont les acteurs et les actions sont par nature politiques, que lorsqu'elle l'est par les entreprises ou les habitants. Ces derniers ont longtemps été considérés comme illégitimes aux yeux des acteurs institutionnels et professionnels de l'urbain dans la production de l'espace. Leur contribution est par ailleurs plus silencieuse. Ce processus politique, produit dans la routine de la vie quotidienne, ne s'identifie pas comme tel. Il se concrétise à partir de pratiques urbaines, s'inscrit dans la mémoire à travers des événements, est pensé et débattu au café, à la maison ou au stade ; et finalement, lorsque le sentiment d'injustice se fait jour, il explose en mobilisations collectives. Comment ce quotidien devient-il un appui à un discours politique ? Comment passe-t-on d'une expérience individuelle à une expérience collective de la ville au quotidien ?

La capacité des citoyens ordinaires à transformer l'espace par son usage quotidien et le droit fondamental à exercer cette capacité contre la financiarisation de la production de la ville constituent la pensée d'Henri Lefebvre (1968 ; 1974). Le sociologue iconique des événements

de Mai 1968 a montré à quel point espace et société sont liés. Tombés dans l'oubli pendant un temps en France, ses travaux reviennent aujourd'hui sur le devant de la scène des études urbaines, et sont réactualisés à l'aune des problématiques et des contextes actuels. Mieux encore, les organisations internationales et les politiques urbaines intègrent aujourd'hui la notion de *droit à la ville* des citoyens, à travers l'institutionnalisation de la participation citoyenne notamment dans les projets urbains (Busquet, 2013). La Tunisie ne fait pas exception : depuis la révolution de 2011, le pays a inscrit la participation des citoyens aux projets urbains dans le code des collectivités locales de 2018.

Dans ce contexte post-révolutionnaire, la société civile se renforce, devenant cruciale pour la réussite des projets urbains participatifs (Kahloun, 2020). Cependant, de nombreuses villes des régions intérieures du pays présentent peu d'organisations de la société civile et des institutions locales dysfonctionnelles. C'est le cas du terrain d'étude de cette recherche, le quartier Hay Ennassim à Gaafour, dans le gouvernorat de Siliana. Celui-ci est visé par un [Programme de Réhabilitation et d'Intégration des Quartiers d'Habitation \(PRIQH\)](#) financé par l'[Agence française de Développement \(AFD\)](#), la [Banque européenne d'investissement \(BEI\)](#), l'Union européenne et l'État tunisien, et l'approche participative est appuyée par l'agence [Dirasset International](#).

L'un des objectifs de ce programme est de stimuler la société civile et d'impliquer la gouvernance locale dans l'action publique urbaine. Or, en l'absence d'une société civile permettant de mettre en avant les revendications des habitants, quelles sont leurs modalités de



revendication de leur droit à la ville, notamment dans le cadre de projets participatifs tels que celui du [PRIQH](#) ? Comment composent-ils avec les défaillances de ces territoires ? Du côté de l'action publique, comment composer entre les contraintes des financeurs et la réalité du terrain ?

La recherche s'inscrit dans une approche plus processuelle du droit à la ville, adaptée aux contextes des villes du Sud. Plutôt que de s'intéresser aux revendications collectives qui s'organisent contre la mise en ordre et la mise en norme de l'urbain, comme le font les chercheurs néomarxistes du droit à la ville, elle prend pour objet précisément ce qui précède la mobilisation, dans une approche plus processuelle du droit à la ville et plus proche des observations de Lefebvre concernant les pratiques habitantes. Elle met l'accent sur le quotidien de « l'habiter » (Pacquot, Lussault, Younes, 2018) et l'informel, sur sa régulation, sa mise en ordre et sa mise en norme par des politiques urbaines d'inspiration *a priori* néo-libérale. Cette approche postule en outre que ce mode de régulation transforme l'expérience ordinaire de la ville (Morange, Spire, 2017). Le projet urbain, événement qui surgit dans le quotidien (Bensa, Fassin, 2002), provoquerait une rupture dans la trajectoire expérientielle des citadins dont les effets sont incertains.

C'est donc des rapports entre l'action publique sur l'urbain et l'expérience quotidienne de la ville que traite cette recherche. Quel devenir pour la seconde, lorsqu'elle est confrontée à l'action publique régulatrice ? L'action publique urbaine intègre-t-elle le quotidien des habitants dans ses projets urbains ? Comment se construit-elle ? Qu'est-ce qui la conditionne et comment se concrétise-t-elle ? Quel accueil lui réservent les habitants ? En somme, comment interagit la logique hégémonique et techniciste sur l'urbain avec celle, subalterne, ancrée dans le quotidien du territoire des habitants ?

Pour saisir cette interaction qui se concrétise dans les dispositifs participatifs, et plus largement dans les espaces d'échanges entre acteurs du projet et habitants, la recherche se décline en deux axes. Le premier proposera une ethnographie de la zone d'influence du projet de réhabilitation, dans le but de saisir l'expérience quotidienne de la ville à Gaafour. Le second se penchera sur une analyse approfondie du projet urbain, de ses objectifs et de son

fonctionnement, mettant l'accent sur les politiques internationales de participation et leurs implications pour la gouvernance territoriale tunisienne. À partir de ces deux analyses du rapport à la ville, nous pourrions appréhender la manière dont le projet agit et interagit, transforme ou consolide l'expérience quotidienne de la ville à Gaafour.

L'expérience quotidienne de la ville injuste à Gaafour

Le premier axe pose la question de l'expérience quotidienne de la ville à Gaafour, et de la façon dont elle joue sur la réception d'un projet urbain. Quelles attentes les habitants ont-ils d'un tel projet ? Quel regard portent-ils sur lui, sur les pouvoirs publics et sur leur ville ? Que représente pour eux le fait de vivre à Gaafour ? Comment enfin les expériences quotidiennes s'expriment-elles dans les interactions avec les acteurs du projet de réhabilitation ?

La notion d'« expérience spatiale » a fait l'objet de travaux en géographie sociale et en sociologie urbaine (Tuan, 1977 ; Lussault, 2015 ; Boudreau *et al.*, 2009). À la suite des réflexions de Jean-Marie Schaeffer (2015), Lussault (2015) définit l'expérience spatiale comme :

l'ensemble des processus interactionnels de nature cognitive et volitive qui constitue notre relation spatiale avec le monde et avec nous-mêmes, ainsi que l'ensemble des compétences spatiales acquises par la récurrence de ce processus.

En somme, cette expérience spatiale consiste en l'accumulation de sensations, de représentations, de tentatives d'agir et de pratiques urbaines, développées à partir du territoire que l'on habite et des personnes avec qui on l'habite. Elle est « productive de jugement sur le monde », jugement visible à travers les trajectoires des individus et la mémoire du territoire qu'ils portent (Boudreau *et al.*, 2009). Cette expérience de l'« habiter », qui fait partie intégrante d'un être ensemble sur le territoire (Semroud, 2008), peut devenir une ressource de mobilisation (Bayat, 1997). C'est par ce biais que nous souhaitons comprendre le quotidien des habitants de la zone d'influence du projet, et plus largement de Gaafour.

Pour ce faire, nous proposons de mener une ethnographie de la ville de Gaafour, et plus spécifiquement de la zone d'influence du projet, regroupant les quartiers de Hay Ennassim et de Hay Salem. Il s'agira tout d'abord de comprendre le contexte territorial à travers une analyse sociospatiale multiscalaire. Celle-ci sera ensuite confrontée à une deuxième modalité d'enquête : les trajectoires de vie des habitants de la zone d'influence du projet, et le rapport à leur « habiter ». Enfin, le troisième moment de cet axe consistera à prêter attention aux dispositifs participatifs : il se concentrera sur la façon dont les habitants s'en saisissent, et plus largement sur leurs réactions face au surgissement de l'action publique sur leur territoire.

Analyse du programme PRIQH, entre financements internationaux et gestion locale

Le second axe de ce travail portera sur l'analyse du programme [PRIQH](#) de deuxième génération, le [PRIQH2](#). Nous nous intéresserons notamment

à la façon dont les injonctions internationales conditionnent son fonctionnement et se mettent en place.

Comme indiqué plus haut, la Tunisie a amorcé une transition démocratique au sortir de la révolution qui a créé une synergie avec les objectifs des organisations internationales. Mais les municipalités ne semblent pas encore prêtes à embrasser leurs nouvelles fonctions (Hibou, 2015 ; Youf, 2017). En somme, le cahier des charges du programme a été défini par le haut, et ce que nous en avons compris pour l'instant ne semble pas approprié au contexte territorial des régions intérieures, notamment d'une petite ville rurale comme Gaafour. Par exemple, les conditions de sélection des quartiers ne sont pas cohérentes avec le choix qui a été fait à Gaafour. Celui-ci revenait à la gouvernance territoriale tunisienne, notamment le gouvernorat, et à l'Agence de Réhabilitation et de Rénovation urbaine (ARRU). Nous émettons l'hypothèse que des arrangements ont été nécessaires afin de pallier les problèmes des injonctions des financeurs. L'incohérence entre

Le rail, lieu central de l'identité de la ville, construite autour des chemins de fer.
© Ons Dendani



normes élaborées par le haut et réalité concrète de l'action publique revient également dans l'approche participative : au début du programme, une gestion chaotique et insuffisante sur le plan méthodologique a conduit l'ARRU et l'AFD à revoir leurs méthodes, et à engager l'agence tunisienne [Dirasnet International](#) pour diriger l'« appui » technique. Comment ont-ils réorienté leurs façons de faire ? Quels types de méthodologies et de gouvernances vont-ils mobiliser pour les mettre en place ?

Ces premiers éléments mettent en évidence une opération de *traduction* de politique publique internationalisée en cours, dans un contexte de gouvernance très différent de ceux dont ils sont issus (O'Miel, 2016 ; Parnell, Robinson, 2012). Cette opération est conduite par des acteurs professionnels – comme les urbanistes adaptant ou diffusant des modèles de participation, ou les *artisans de la participation* qui vont les conduire sur le terrain (Carrel, 2013) – mais aussi institutionnels, comme les responsables politiques adaptant leurs décisions entre injonction et réalité, notamment en cette période où l'État remet en question les acquis de la révolution. Quels sont

les modèles ou les méthodologies que l'on cherche à adapter ? Qui sont les acteurs de cette adaptation ? Quel est leur point de vue ? Comment passe-t-on d'une politique à sa concrétisation sur le terrain ? Comment agit l'*ingénierie participative* dans ce contexte (Mazeaud, Nonjon, 2016) ? Répondre à ces questions sera l'enjeu de cette réflexion.

Références

BAYAT Asaf, 1997, "Un-civil society: the politics of the 'Informal People'", *Third World Quarterly*, vol. 18, n° 1, 53-72.

BENSA Alban, FASSIN Didier, 2002, « [Les sciences sociales face à l'événement](#) », *Terrain*, n° 38, 5-20.

BOUDRAULT Julie-Anne, BOUCHER Nathalie, LIGUORI Marilena, 2009, "Taking the bus daily and demonstrating on sunday: Reflections on the formation of political subjectivity in an urban world", *City*, vol. 2, n° 13, 336-346.

BUSQUET Grégory, 2013, « [Question urbaine et droit à la ville](#) », *Mouvements*, vol. 2, n° 74, 113-122.

CARREL Marion, 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Paris, Éditions de l'ENS.

Un atelier de métallurgie du quartier de l'artisanat, devant Jebel Chehid, la montagne qui sépare Béja de Siliana.
© Ons Dendani



HIBOU Béatrice, 2015, « La formation asymétrique de l'État en Tunisie. Les territoires de l'injustice », in I. Bono, B. Hibou, H. Meddeb, M. Tozy (dir.), *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris, Karthala.

KAHLOUN Hatem, 2020, « [La société civile tunisienne à l'épreuve de la participation : mobilisation, pression et compromis autour des projets de développement urbain](#) », *Insaniyat*, n° 90, 99-120.

LEFEBVRE Henri, 2000 [1974], *La production de l'espace*, Paris, Éditions Economica.

LEFEBVRE Henri, 2009 [1968], *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Economica.

LUSSAULT Michel, 2015, « [L'expérience de l'habitation](#) », *Annales de géographie*, vol. 4, n° 704, 406-423.

MAZEAUD Agathe, NONJON Magalie, 2016, « [Vers un standard participatif mondial ? Enjeux, conditions et limites de la standardisation internationale de la participation publique](#) », *Participations*, vol. 1, n° 14, 121-151.

MORANGE Marianne, SPIRE Amandine, 2017, « [Mise en ordre, mise aux normes et droit à la ville. Perspectives croisées depuis les villes du Sud](#) », *Métropoles*, n° 21.

O'MIEL Julien, 2016, « [Modèle ou mirage ? Circulation et réappropriation de la politique régionale participative toscane](#) », *Participations*, vol. 1, n° 14, 177-206.

PACQUOT Thierry, LUSSAULT Michel, YOUNES Chris, 2007, *Habiter, le propre de l'humain. Ville, territoire et philosophie*, Paris, La Découverte.

PARNELL Susan, ROBINSON Jennifer, 2012, "(Re) theorizing cities from the Global South: Looking Beyond Neoliberalism", *Urban Geography*, vol. 33, n° 4, 593-617.

SCHAEFFER Jean-Marie, 2015, *L'expérience esthétique*, Paris, Gallimard.

SEMMOUD Nora, 2008, « La réception sociale de l'urbanisme. L'exemple d'un quartier stéphanois : Bellevue », in R. Séchet, I. Garat, D. Zeneidi (dir.), *Espaces en transitions*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

TUAN Yi-Fi, 2001 [1977], *Space and Place: The Perspective of Experience*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

YOUSFI Hèla, 2017, « [Redessiner les relations État/collectivités locales en Tunisie : enjeux socioculturels et institutionnels du projet de décentralisation](#) », *Papiers de recherche AFD*, n° 47.

L'horloge de Gaafour. © wikipédia

